

22.05.2018

Les importations de lait en provenance d'Océanie détruisent les exploitations laitières paysannes



Nous demandons au gouvernement allemand de tourner le dos à la stratégie d'exportations et d'importations à bas prix. L'AbL exige une campagne autour de la qualité.

Le 22 mai, les ministres des affaires étrangères des États membres de l'UE ont adopté le mandat confié à la Commission européenne pour entamer les négociations sur un accord commercial entre l'UE et l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Jusqu'ici, le fragile marché du lait européen était largement protégé des importations. Ce nouvel accord commercial viendrait remettre en cause cette protection.

« La situation sur le marché du lait est actuellement extrêmement sensible et tendue », dit Ottmar Ilchmann, porte-parole de l'AbL (*Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft*). « Bien que le marché se soit légèrement rétabli au cours des dernières semaines, il n'y a pas de perspective de hausse des prix. Le marché du lait est toujours surchargé. C'est pourquoi le prix que les producteurs perçoivent est toujours inférieur de dix centimes aux coûts de production. Nos exploitations sont déjà acculées à la ruine et ce nouvel accord commercial avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie autorisera des importations supplémentaires de lait à pénétrer nos marchés déjà excédentaires. Cela revient à remettre en cause l'existence même de notre agriculture paysanne. »

La Nouvelle-Zélande et l'Australie veulent exporter en premier lieu des produits laitiers, mais aussi de la viande. D'après les calculs de l'institut Thünen, une libéralisation complète aurait pour conséquence, en Allemagne, un recul de la production de lait cru de 3,3% à 3,9% et de 3,9% à 4,5% pour les produits laitiers. La production laitière revient beaucoup moins cher en Océanie qu'en Europe. En Nouvelle-Zélande, cette stratégie de prix bas a un coût. Les dégradations de l'environnement en raison de la surcharge en nutriments provenant de l'agriculture font régulièrement les gros titres de l'actualité.

« Si nous concluons de tels accords commerciaux, nous importons également cette pression sur l'environnement », explique Ottmar Ilchmann. « Dans le même temps, l'orientation vers l'exportation et l'importation à bas prix forcera notre agriculture à devenir de plus en plus intensive. Cette évolution est, de plus en plus, vue d'un mauvais œil par la société et les agriculteurs. L'AbL refuse ce type d'accord commercial avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie et demande une campagne centrée sur la qualité dans la politique agricole et commerciale. »

Communiqué de presse du groupement pour une agriculture paysanne AbL, Allemagne